

Saisie d'armes et de tenues militaires à Bujumbura

PANA, 25/09/2008 Bujumbura, Burundi - Quelques 15 grenades, 6 fusils de différents calibres, 8 chargeurs et 12 tenues militaires ont été saisis jeudi matin à Nyakabiga, un quartier résidentiel du centre-ville de Bujumbura, suite à une fouille-perquisition matinale dans des ménages, a indiqué à la PANA, le porte-parole de la Police nationale du Burundi (PNB), Channel Ntarabaganyi. Une opération similaire avait été menée la veille à Ruyigi, une province fortement inscristurisée sud-est du Burundi où la police nationale a pu mettre la main sur 9 grenades et tenues illégalement par des civils, a encore fait savoir la même source.

Des vols de main armée et des réglements de compte, surtout sur fond de conflits fonciers, sont autant d'actes criminels fréquemment signalés à travers le pays et qui ont poussé la police nationale à surprendre régulièrement chez eux des civils en possession illégalement d'armes à feu, pour juguler la criminalité grandissante au Burundi. Le cas le plus dramatique et récent de réglement de comptes est survenu le mois dernier à Gitenga, une province du centre du Burundi où un homme a lancé une grenade dans une foule d'invités à une cérémonie de mariage de son demi-frère, faisant une vingtaine de tués et plus de 60 blessés à des degrés divers. Le criminel croupit actuellement en prison pour avoir voulu régler de manière aussi sanglante un simple conflit foncier avec son demi-frère, selon une enquête policière. Concernant l'origine des armes qui continuent de semer la désolation dans le pays, le porte-parole de la police nationale a rappelé que le pays tente difficilement de sortir de plus de 14 ans de guerre civile à l'ombre de laquelle les citoyens se sont considérablement équipés en engins de la mort. Certains citoyens ont été directement armés par le gouvernement dans le cadre d'une politique nationale d'autodéfense civile au plus fort de la guerre, a-t-il expliqué. D'autres burundais, animés de mauvaises intentions, continuent à s'approvisionner en armes sur les marchés de la sous-région des grands lacs où s'échangent toujours des guerres civiles comme en République démocratique du Congo (RDC), a poursuivi M. Ntarabaganyi. Des armes ayant servi dans la guerre civile des années 1990 au Rwanda voisin auraient également terminé leur course au Burundi, a-t-il ajouté. Par ailleurs, les armes les plus fréquemment saisies au Burundi, comme les grenades à longue manche ainsi que les fusils de type Kalashnikov, sont de fabrication chinoise et russe, d'après toujours le responsable policier. Dans sa tentative de juguler la criminalité grandissante, le gouvernement burundais a dernièrement nommé une nouvelle commission nationale de lutte contre la prolifération d'armes légères et de petit calibre en lui dotant d'un consistant budget annuel de 300 millions de francs burundais (près de 300.000 dollars us) pour l'aider à mieux s'acquitter de sa tâche. Le bureau international des Nations unies au Burundi a également fourni à la nouvelle commission une assistance financière ponctuelle de 500.000 dollars. La précédente commission a été dissoute sur un maigre bilan de quelques 5.000 armes à feu retirées dans la population en deux ans d'existence, alors que les enquêtes disponibles font état de plus de 100.000 ménages encore en possession illégalement d'armes au Burundi. Le problème de méthodologie du désarmement de la population reste néanmoins posé et bien d'experts trouvent que le volontariat ne serait pas la meilleure façon de convaincre les citoyens à se séparer de leur moyen d'autodéfense ou de "survie matérielle" alors qu'ils les ont acquis souvent au prix fort. D'autres pays ayant connu des guerres civiles comme le Burundi s'en sont mieux sortis en proposant une arme contre un investissement matériel ou financier, indique-t-on dans les milieux sécuritaires à Bujumbura. On rappelle enfin qu'en plus de la criminalité isolée et imputable en grande partie à la paupérisation de larges couches de la population désireuses de survivre par tous les moyens, la paix au Burundi reste suspendue à la conclusion d'un accord global et définitif de cessez-le-feu entre le pouvoir central et le Parti pour la libération du peuple hutu/Front national de libération (PALIPEHUTU-FNL, dernière rébellion encore active dans le pays).